



L'Afrique du Sud demande qu'Israël soit déclarée « État d'apartheid »

Description

Par Thabi Myeni, le 26 juillet 2022

Le gouvernement sud-africain est resté un solide allié de la Palestine, apportant un soutien matériel et public à la cause de sa libération.



Le gouvernement sud-africain s'est dit préoccupé devant l'occupation qui continue par Israël de « parties importantes de la Cisjordanie » et le développement de nouvelles colonies

dans cette région, qui *« sont des exemples flagrants de violations du droit international »*, alors que le conflit israélo-palestinien qui dure depuis si longtemps se poursuit.

« Le racisme palestinien évoque des expériences de la propre histoire de ségrégation raciale et d'oppression de l'Afrique du Sud », a déclaré Mme Naledi Pandor, ministre sud-africaine des Relations internationales et de la Coopération, lors de la deuxième réunion des chefs de mission palestiniens en Afrique, qui s'est tenue dans la capitale, Pretoria.

« En tant que Sud-Africains opprimés, nous avons fait l'expérience des conséquences de l'inégalité raciale, de la discrimination et du déni, et nous ne pouvons pas rester passifs pendant qu'une autre génocide de Palestiniens est laissé pour compte » dit-elle.

Mme Pandor déclare que Pretoria estime qu'Israël devrait être classé comme État d'apartheid, et que l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) devrait créer un comité pour vérifier s'il satisfait aux exigences.

Le ministre palestinien des Affaires étrangères, Riad Malki, qui participait au forum, s'est exprimé après la session auprès de la chaîne publique de radio et de télévision *South African Broadcasting Corporation (SABC)*

« S'il y a un ou plusieurs pays qui peuvent comprendre la souffrance et la lutte pour la liberté et l'indépendance de la Palestine, c'est bien le continent africain et le peuple d'Afrique » déclare Malki.

Des liens qui unissent

La première ambassade palestinienne en Afrique du Sud a été accréditée en 1995, marquant le début des relations diplomatiques entre les deux pays. Au fil des années, le gouvernement sud-africain est resté un allié ferme de la Palestine, apportant un soutien à la fois matériel et public à sa cause de libération.

« Notre position sur la Palestine a toujours été claire, cohérente et convergente avec la communauté internationale » affirme Mme Pandor.

Selon un rapport récent du Centre Al-Mezan pour les droits de l'homme, une organisation civile qui a son siège dans la bande de Gaza, au cours des 15 dernières années, ce sont à peu près 5418 Palestiniens qui ont été tués par les opérations militaires israéliennes dans la bande de Gaza assiégée, incluant 1246 enfants et 488 femmes.

Une récente commission d'enquête des Nations unies chargée d'enquêter sur les violations commises dans les territoires palestiniens occupés, y compris à Jérusalem-Est, a établi dans son rapport qu'Israël est responsable de violations graves des droits humains à l'encontre des Palestiniens.

« Ces rapports sont importants pour sensibiliser le monde entier aux conditions auxquelles les Palestiniens sont soumis, et ils donnent foi et soutien à un nombre croissant de preuves factuelles qui, toutes, indiquent le fait que l'État d'Israël commet des crimes d'apartheid et de persécution contre les Palestiniens », a déclaré Mme Pandor en faisant référence aux

rapports.

Une campagne mondiale pour Shireen

Mme Pandor a été la première des représentants du gouvernement sud-africain à dénoncer le meurtre de la journaliste palestino-américaine à Al Jazeera, Shireen Abu Akleh, en mai dernier, par les forces israéliennes lors d'un de leurs raids en Cisjordanie.

Au moment de la mort de Shireen Abu Akleh, elle a comparé la violente perturbation de son cortège funéraire par la police israélienne à la cruauté de l'armée sud-africaine de l'apartheid.

Après la session de conférence de mardi, elle a déclaré à la SABC que « nous ne pouvons pas laisser la question de Shireen Abu Akleh telle quelle ».

« Nous allons mettre en avant la cause palestinienne à l'Assemblée générale des Nations unies, et nous avons besoin aussi que la société civile se joigne à nous » a déclaré Mme Pandor.

Source : [Al Jazeera](#)

Traduction BP pour l'Agence Média Palestine

Tags

1. Afrique du sud
2. apartheid
3. ONU

date créée

2022/07/28